



# TABLEAU DE BORD économique de l'Île-de-France

## UN DEBUT D'ANNEE TRES POUSSIF POUR L'ECONOMIE FRANCILIENNE

Déjà à la peine fin 2020 après avoir tout juste repris son souffle au cours de l'été précédent, l'activité francilienne a évolué très poussivement au premier trimestre 2021 ; surtout, l'Île-de-France souffre encore plus que les autres régions de la crise sanitaire. Ainsi, la région-capitale n'a créé que 161 emplois salariés privés début 2021 tandis que l'emploi augmentait significativement au plan national et n'accuse qu'un repli de 1,2 % par rapport à fin 2019 (- 2,5 % en Île-de-France). L'écart entre le taux de chômage francilien et le taux en France métropolitaine est cantonné à 0,1 point, une faiblesse inédite depuis les années qui ont suivi l'éclatement de la bulle internet (2003-2005). Parallèlement, la fréquentation hôtelière dans la région a chuté de 80,9 % au premier trimestre 2021 (un repli comparable à celui observé dans les massifs montagneux privés par les mesures prophylactiques de remontées mécaniques) et le trafic de Paris Aéroport est resté très limité (4,7 millions de passagers de janvier à mars derniers contre 23,7 millions à la même période en 2019).

### Conjoncture française

Après avoir déjà calé fin 2020 (- 1,5 % au quatrième trimestre sur fond de deuxième confinement), le PIB hexagonal a de nouveau tourné au ralenti au premier trimestre 2021 alors que débutait la troisième vague. Si la principale contribution négative est venue du commerce extérieur, les dépenses de consommation des ménages ont été à peine plus dynamiques (seulement + 0,1 % après - 5,6 % fin 2020). Ainsi, l'acquis de croissance après les trois premiers mois de 2021 s'est élevé à + 3,5 %. Malgré ce contexte morose et même si les pertes d'emplois par rapport au niveau d'avant-crise dépassent encore 240 000 unités, l'emploi privé est resté bien orienté entre fin décembre et fin mars (+ 0,5 %, soit 88 800 créations nettes). Parallèlement, le taux de chômage (7,8 % en France métropolitaine et 8,1 % sur l'ensemble de la France au premier trimestre 2021) est resté stable par rapport à fin 2020.

### Tendances à court terme

Jusque la fin du mois de juin, l'économie francilienne a bénéficié de l'allègement progressif des contraintes sanitaires. Les services, particulièrement pénalisés par la crise, ont ainsi connu de fortes progressions jusqu'au début de l'été, principalement dans les prestations aux particuliers ; une large part des secteurs de l'industrie et le bâtiment ont quant à eux retrouvé des niveaux très proches de la situation qui prévalait avant la pandémie malgré des tensions croissantes sur le coût et sur la disponibilité des matières premières. Toutefois, plus récemment, le contexte sanitaire s'est à nouveau dégradé avec la propagation du variant delta ; l'économie francilienne semble donc d'ores et déjà devoir affronter une quatrième vague épidémique qui pourrait peser à nouveau sur le moral des chefs d'entreprise, y compris ceux du secteur du tourisme qui bénéficiaient à peine d'un supplément de visibilité.

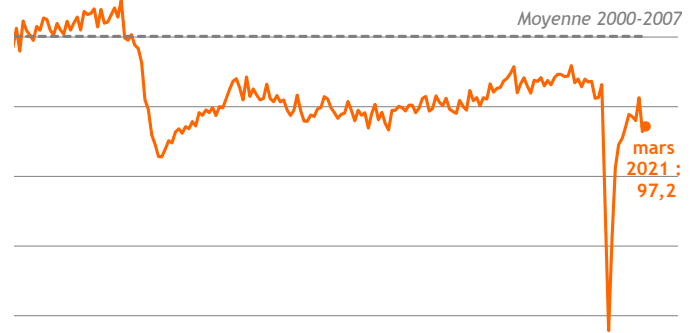
# Indice de la production nationale industrielle

## 1<sup>er</sup> trimestre 2021 - glissement annuel

**+ 1,7 %**

Après avoir touché un point bas en avril 2020, lors du premier confinement national, l'Indice de la Production Industrielle (IPI) hexagonal s'est redressé jusqu'en octobre dernier avant de se montrer plus hésitant à partir du deuxième confinement. Au premier trimestre 2021, la production a notamment augmenté de 3,3 % sur un mois en janvier avant de diminuer de 4,8 % en février ; au final, sur l'ensemble du trimestre, l'IPI a été seulement stable (- 0,2 %) par rapport au quatrième trimestre 2020 mais a malgré tout crû de 1,7 % par rapport au premier trimestre 2020. Au plan sectoriel, les évolutions sont très contrastées puisque la fabrication d'automobiles s'est notamment repliée de 8,9 % sur un trimestre début 2021 tandis que la fabrication de produits pharmaceutiques bondissait de 8,7 %. Les résultats les plus récents montrent que le redressement de l'activité manufacturière est toujours poussif, l'IPI étant resté en mai inférieur de 5,6 % à son niveau de février 2020.

## Indice de la production nationale industrielle (données cjo-cvs - base 100 en 2015)



Source : Insee

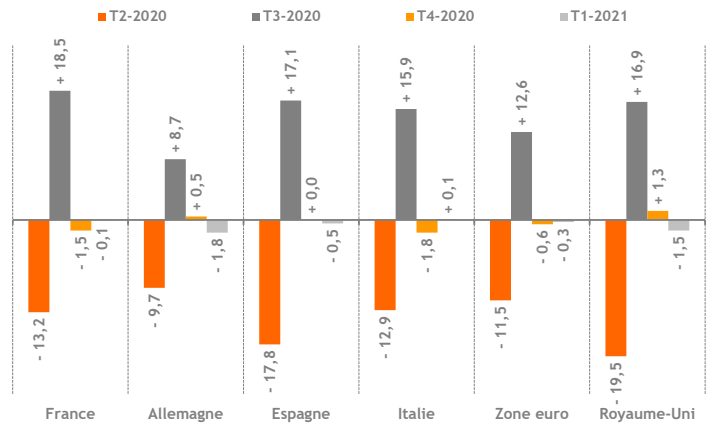
# La conjoncture européenne

## 1<sup>er</sup> trimestre 2021 - PIB de la zone euro

**- 0,3 %**

Après avoir déjà marqué le pas fin 2020 (au quatrième trimestre 2020, - 0,6 % par rapport au trimestre précédent dans la zone euro et - 0,3 % dans l'Union européenne), la croissance européenne a de nouveau tourné au ralenti début 2021 alors que le variant alpha initiait une troisième vague épidémique ; ainsi, au premier trimestre 2021, le PIB s'est contracté de 0,3 % dans la zone euro et de 0,1 % dans l'UE. Parmi les principales économies continentales, seule l'Italie a affiché une hausse de PIB (+ 0,1 %) mais après avoir souffert fin 2020 (- 1,8 %) ; dans le même temps, le PIB allemand a été particulièrement pénalisé par la troisième vague de Covid-19 (- 1,8 %) tandis que les replis ont été plus limités en Espagne (- 0,5 %) et en France (- 0,1 %). Malgré la nouvelle décélération de l'activité, le taux de chômage européen est resté quasiment stable début 2021, passant de 8,2 % en décembre 2020 à 8,1 % en mars 2021 dans la zone euro et de 7,4 % à 7,3 % dans l'UE.

## Croissance trimestrielle du PIB dans les principaux pays européens (en %)



Sources : Insee, Eurostat et OCDE

# Chiffres clés

	Ile-de-France	France	Part Ile-de-France/France
<b>Superficie</b> (en km <sup>2</sup> )	12 012	543 965	2,2 %
<b>Nombre de communes</b>	1 268	34 970 (France métrop. : 34 841)	3,6 % (3,6 %)
<b>Population</b> (en millions - au 1 <sup>er</sup> janv. 2019 - Insee)	12,2	67,0 (France métrop. : 64,8)	18,2 % (18,8 %)
<b>Densité de la population au km<sup>2</sup></b>	1 017	123	-
<b>PIB 2018</b> (en milliards d'euros - Insee)	726,2	2 360,7 (France métrop. : 2 316,7)	30,8 % (31,3 %)
<b>PIB/habitant 2018</b> (en euros)	59 387	35 252 (France métrop. : 35 763)	-
<b>PIB/emploi 2018</b> (en euros)	112 555	83 204 (France métrop. : 83 625)	-
<b>Emplois salariés privés</b> (1 <sup>er</sup> trimestre 2021 - Insee)	4 720 429	19 511 013 (France métrop. : 19 141 546)	24,2 % (24,7 %)
<b>Taux de chômage</b> (1 <sup>er</sup> trimestre 2021 - Insee)	7,7 %	8,1 % (France métrop. : 7,8 %)	-

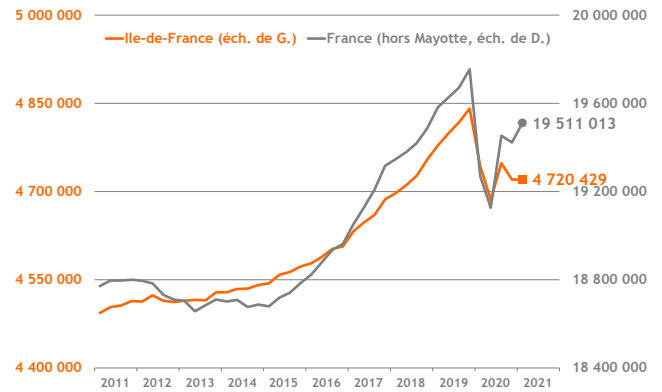
# Emploi salarié privé

1<sup>er</sup> trimestre 2021 - glissement annuel

- 0,5 %

Après être momentanément reparti à la hausse au troisième trimestre 2020 (+ 1,3 % sur un trimestre, soit + 62 200 emplois), l'emploi salarié privé francilien s'est infléchi au quatrième trimestre 2020 avant de tout juste se stabiliser au premier trimestre 2021 (+ 0,0 %, soit seulement 161 créations nettes). Par conséquent, la baisse provoquée par le premier confinement national (près de 155 000 emplois perdus au premier semestre 2020) est loin d'être effacée : le déficit d'emplois par rapport au point haut de fin 2019 est de plus de 120 000 postes. Au plan sectoriel, les situations sont néanmoins hétérogènes ; ainsi, l'emploi francilien dans le commerce est notamment en retrait de plus de 21 000 unités par rapport à son niveau du quatrième trimestre 2019 tandis qu'il a progressé de près de 12 000 dans la construction. Parallèlement, la situation est moins dégradée au plan national qu'en Ile-de-France : l'emploi salarié privé y a augmenté début 2021 de 0,5 % sur un trimestre et accuse un repli par rapport à fin 2019 cantonné à 1,2 % (- 2,5 % au niveau régional).

## Emploi salarié privé (données cvs)



Source : Insee Ile-de-France

# Demande d'emploi

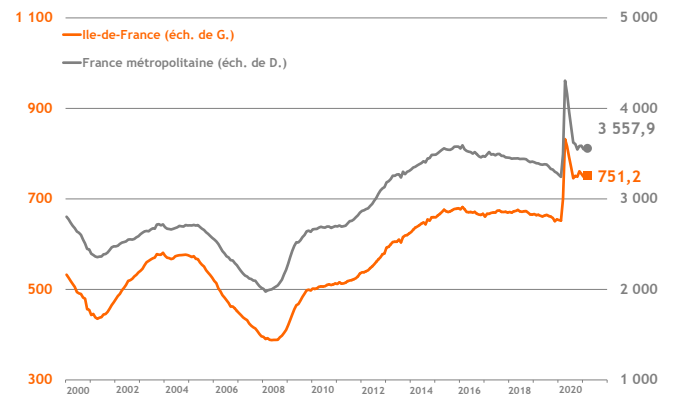
mars 2021 - glissement annuel

+ 7,3 %

Très nettement reparti à la hausse en mars et en avril 2020 (+ 180 290 pour atteindre jusqu'à 832 350), le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) en catégorie A en Ile-de-France s'est ensuite réduit de mai à août 2020 avant de caler depuis sur le cap des 750 000. Ainsi, le nombre de demandeurs d'emploi dans la région a alterné légères hausses et légères baisses au premier trimestre 2021 pour se fixer à 751 240 en mars dernier, soit + 7,3 % sur un an et + 15,2 % par rapport à février 2020. La hausse subie au printemps 2020 est seulement pour moitié effacée dans la région et le niveau actuel reste quasiment deux fois supérieur aux points bas d'avant la récession de 2008-2009. Au plan national, l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité s'avère moins marquée qu'en Ile-de-France : en mars, elle était de 1,8 % sur un an et de 9,7 % par rapport à février 2020.

**Note :** la catégorie A regroupe les demandeurs d'emploi sans aucune activité tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

## Demande d'emploi en fin de mois (catégorie A, données cvs)



Source : Dares

# Taux de chômage

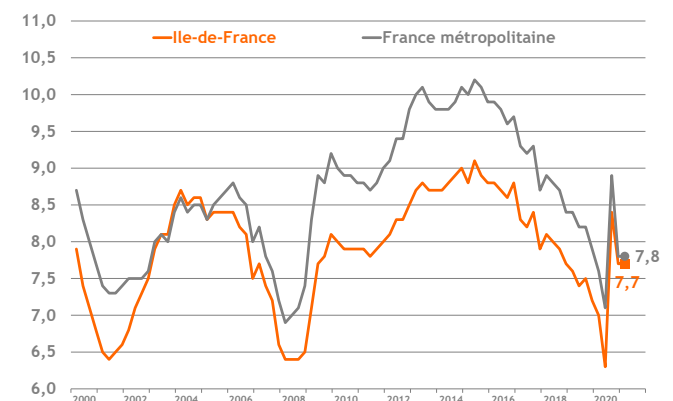
1<sup>er</sup> trimestre 2021

7,7 %

Après avoir violemment augmenté au troisième trimestre 2020 (+ 2,1 points), puis s'être réduit au trimestre suivant (- 0,7 point), le taux de chômage francilien est resté stable à 7,7 % en moyenne sur l'ensemble du premier trimestre 2021. Au plan national, la tendance a également été à la stabilité : le taux de chômage en France métropolitaine est resté de 7,8 % début 2021.

C'est la première fois depuis la période 2003-2005 (i.e. les années qui sont suivies l'éclatement de la bulle internet) que l'écart entre les taux en Ile-de-France et en France métropolitaine est aussi faible.

## Taux de chômage (données cvs en moyenne trimestrielle, en %)



Source : Insee Ile-de-France

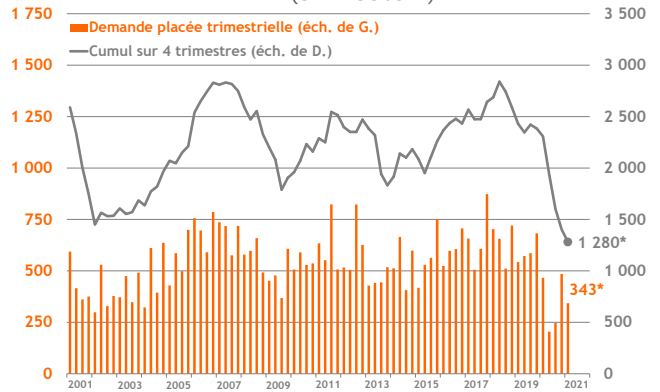
# Immobilier d'entreprises

## 1<sup>er</sup> trimestre 2021 - Surfaces de bureaux commercialisés

**342 700 m<sup>2</sup>**

Quasiment à l'arrêt mi-2020, la demande placée de bureaux en Ile-de-France est restée à la peine début 2021 ; ainsi, les commercialisations de bureaux dans la région ont été limitées à 342 700 m<sup>2</sup> au premier trimestre 2021, soit un repli de 26,5 % par rapport au même trimestre de 2020. Quelques grandes transactions sont malgré tout à signaler, comme la prise à bail de 26 200 m<sup>2</sup> par Cyberdefense à La Défense ou encore la commercialisation auprès de Voodoo et de BPE de la « Poste du Louvre » dans le 1<sup>er</sup> arrondissement. En tout état de cause, en cumul sur les quatre derniers trimestres, la demande placée en Ile-de-France a été cantonnée à 1 280 100 m<sup>2</sup>, soit son niveau le plus bas niveau depuis le début des années 2000. Toutefois, les premiers résultats disponibles pour le printemps dernier montrent que les commercialisations de bureaux dans la région ont amorcé un début de redressement et sont repassé au-delà des 400 000 m<sup>2</sup> au deuxième trimestre 2021.

## Evolution de la demande placée de bureaux en Ile-de-France (en milliers de m<sup>2</sup>)



Source : GIE Immostat  
\* : données provisoires pour le premier trimestre 2021

# Prix des logements anciens

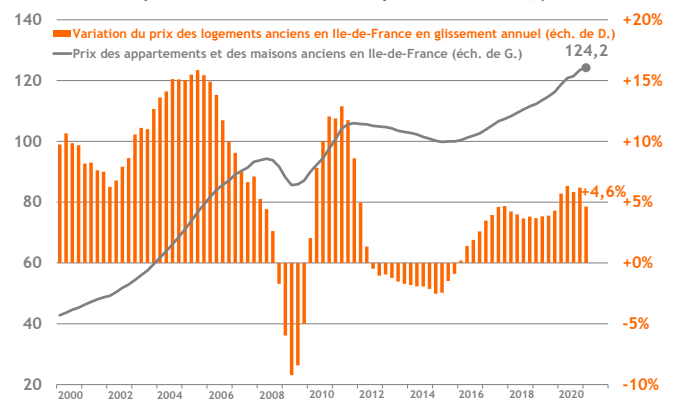
## 1<sup>er</sup> trimestre 2021 - Prix des logements anciens - glissement annuel

**+ 4,6 %**

Le prix des logements anciens (appartements et maisons confondus) a continué à croître en Ile-de-France au premier trimestre 2021 ; toutefois, l'ampleur des variations s'est atténuée (+ 0,6 % sur un trimestre, après + 1,6 % fin 2020, et + 4,6 % sur un an, après + 6,2 %).

L'augmentation des prix immobiliers franciliens depuis le dernier point bas du printemps 2015 n'en atteint pas moins 24,4 %, cette tendance haussière étant toujours principalement impulsée par l'évolution du prix des appartements (+ 27,6 % contre + 18,1 % pour les maisons). La demande pour certains biens (petits logements, appartements sans balcon, etc.) reste malgré tout en retrait et, au premier trimestre 2021, les prix des maisons ont crû de 2,2 % sur un trimestre alors que ceux des appartements se contractaient légèrement (- 0,2 %).

## Evolution des prix des appartements et maisons anciens en Ile-de-France (données cvs - Base 100 en moyenne annuelle 2015)



Source : Insee  
\* : données provisoires pour le premier trimestre 2021

# Emploi intérimaire

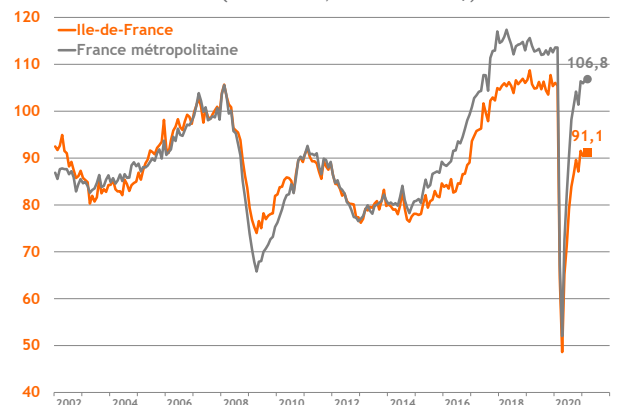
## mars 2021 - glissement annuel

**+ 41,8 %**

Après avoir subi une chute brutale au printemps 2020 (- 39,1 % sur un mois en mars et - 24,3 % en avril), l'emploi intérimaire en Ile-de-France a commencé à se redresser dès la sortie du premier confinement, passant de 61 126 équivalents temps plein en avril à 108 897 en septembre. Fin 2020, le deuxième confinement national a freiné ce rebond et, depuis, le volume d'emplois intérimaires dans la région bute sur le seuil de 115 000 (114 542 équivalents temps plein en mars 2021) ; par conséquent, à la fin du premier trimestre, ce dernier était certes en hausse de 41,8 % sur un an mais restait en retrait de 13,6 % par rapport à son niveau d'avant le début de la crise sanitaire. Qui plus est, le rebond de l'emploi temporaire a été plus rapide et marqué au plan national puisque l'intérim en France métropolitaine accusait en mars dernier un déficit limité à 6,0 % par rapport à février 2020.

Note : les séries de données utilisées ici ont trait au volume de travail temporaire, en équivalents temps plein, par région de l'établissement utilisateur.

## Evolution du volume de travail temporaire en équivalent temps plein (données cvs, base 100 en 2007)

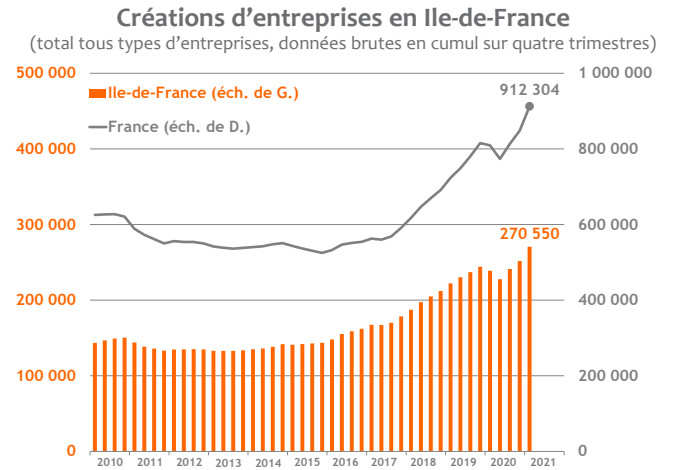


Source : Dares

# Créations d'entreprises

créations d'entreprises - 1<sup>er</sup> trimestre 2021

**79 403** Plus de 79 000 entreprises ont été créées en Ile-de-France au premier trimestre 2021 ; ce volume a représenté une nouvelle hausse à deux chiffres (+ 31,0 % par rapport au premier trimestre 2020) après celles déjà enregistrées aux deux trimestres précédents (+ 25,3 %, puis+ 16,1 %). Comme lors de la seconde moitié de 2020, l'augmentation a été particulièrement impulsée par les créations sous le régime du micro-entrepreneur (+ 43,1%) même si les créations « classiques » ont aussi fortement crû (+ 13,3 %). Grâce à cette nouvelle hausse, le nombre de créations dans la région sur les douze derniers mois (i.e. d'avril 2020 à mars 2021) est à un plus haut historique (270 550). Au plan national, la tendance est tout aussi soutenue : le volume total de créations d'entreprises y a augmenté de 30,4 % sur un an au premier trimestre 2021 et les informations les plus récentes montrent que, comme en Ile-de-France, les créations d'entreprises sont restées très dynamiques au printemps.



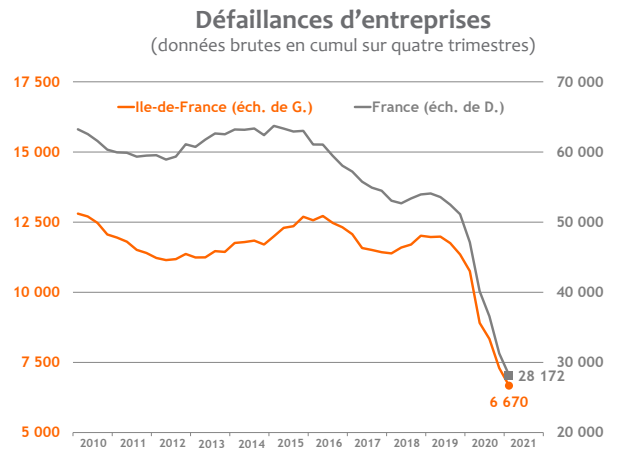
Source : Insee Ile-de-France

# Défaillances d'entreprises

1<sup>er</sup> trimestre 2021 - glissement annuel

**- 25,3 %** Le nombre de défaillances d'entreprises en Ile-de-France a continué à se réduire au premier trimestre 2021 ; il a en effet diminué de 25,3 % par rapport à la même période de 2020 et, en cumul sur les douze derniers mois (i.e. d'avril 2020 à mars 2021), il a été cantonné à 6 670 alors qu'il avait atteint 11 348 sur l'ensemble de 2019. Cette diminution des défaillances a été légèrement plus marquée au plan national : - 29,5 % en glissement annuel au premier trimestre 2021.

Toutefois, ce mouvement de baisse s'explique en grande partie par l'inactivité prolongée de certaines entreprises et par les dispositifs d'aide. Les données les plus récentes confirmeront d'ores et déjà les signaux de fragilisation (trésorerie des TPE sous pression, etc.) et il est fort probable que la tendance s'inverse dès l'arrêt des mesures de soutien.

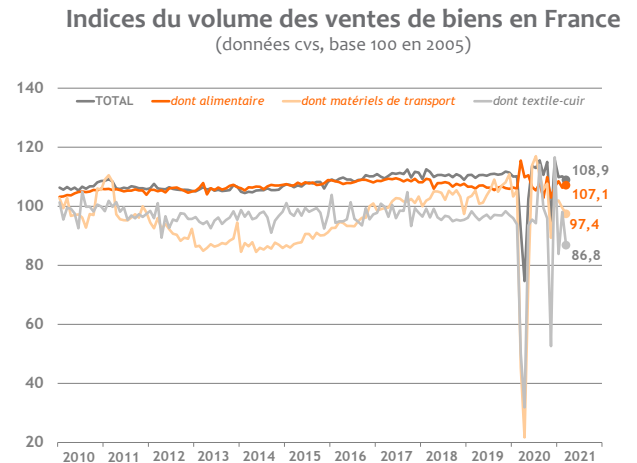


Sources : Insee Ile-de-France

# Dépenses de consommation des ménages

1<sup>er</sup> trimestre 2021 - glissement annuel

**+ 5,4 %** Dans la continuité des mois précédents, les dépenses de consommation en biens des ménages français ont évolué par à-coups au premier trimestre 2021 ; ainsi, la consommation a notamment crû de 0,3 % sur un mois en février, avant de se replier de 1,1 % en mars. Au final, sur l'ensemble du premier trimestre 2021, les dépenses de consommation en biens ont légèrement crû (+ 1,2 %) comparativement à celles du quatrième trimestre 2020 et ont été supérieures de 5,4 % à celles du premier trimestre 2020. Les achats de certains biens sont toutefois restés particulièrement favorablement orientés : la consommation de textile et cuir a ainsi augmenté de 1,4 % sur un trimestre et de 12,0 % sur un an. Par ailleurs, les données les plus récentes montrent que, du fait du troisième confinement, la consommation des ménages en biens a de nouveau été hésitante au printemps dernier.



Source : Insee

## Commerce extérieur

### exportations - 1<sup>er</sup> trimestre 2021 - glissement annuel

**- 1,2 %**

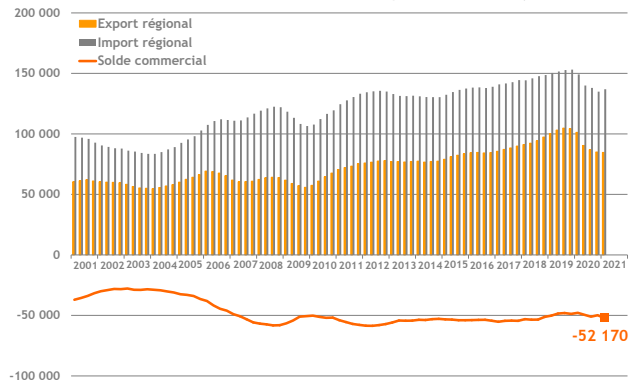
Après avoir déjà été orientées à la baisse tout au long de 2020 (notamment - 40,4 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2020), les exportations en valeur déclarées par les entreprises franciliennes se sont de nouveau repliées au premier trimestre 2021 ; la baisse a toutefois été limitée à 1,2 % par rapport à la même période de 2020.

Dans le même temps, les importations ont rebondi (+ 5,8 % en glissement annuel), ce qui a provoqué un creusement du déficit commercial francilien début 2021 : en cumul sur les douze derniers mois (i.e. du deuxième trimestre 2020 au premier trimestre 2021), celui-ci dépasse à nouveau le seuil des 50,0 milliards d'euros (52,2 milliards d'euros).

\*CAF/FAB : comptabilisation qui consiste à considérer les importations coût, assurance et frais compris jusqu'à notre frontière et les exportations, franco à bord à notre frontière.

### Commerce extérieur d'Ile-de-France

(données brutes CAF/FAB\* hors matériel militaire, en millions d'euros en cumul sur quatre trimestres)



Source : Direction générale des douanes et droits indirects, Ministère de l'Économie et des Finances

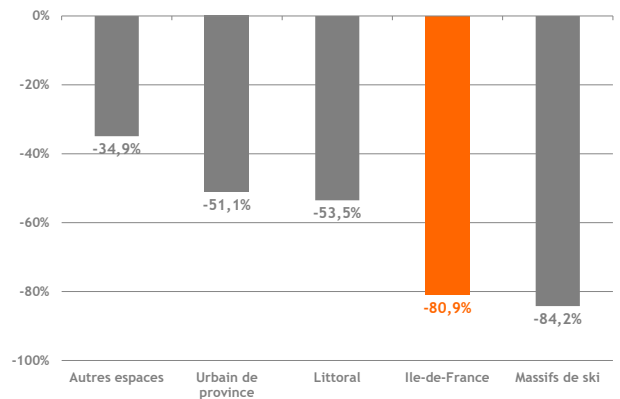
## Hôtellerie

### millions de nuitées dans les hôtels franciliens - 1<sup>er</sup> trimestre 2021

**2,9**

Depuis le début de l'épidémie de Covid-19, les données de fréquentation hôtelière sont moins complètes. Toutefois, les informations disponibles sont suffisantes pour mettre en évidence que l'Ile-de-France est encore plus affectée par la crise sanitaire que les autres régions. Ainsi, le nombre de nuitées hôtelières dans la région (2,9 millions) a chuté de 80,9 % au premier trimestre 2021 par rapport à la moyenne des premiers trimestres 2018 et 2019 ; le repli est comparable à celui observé dans les massifs montagneux (- 84,2 %), privés par les mesures prophylactiques de remontées mécaniques lors de la saison hivernale, alors que la baisse a été plus modérée dans les espaces urbains de province (- 51,1 %). En effet, l'absence de la clientèle internationale pénalise particulièrement la région-capitale depuis le début de la pandémie ; de même, les professionnels qui fréquentent habituellement les salons, les congrès, etc. ont cruellement fait défaut et sont encore peu présents actuellement malgré la réouverture des centres d'expositions – avec une jauge de 5 000 visiteurs maximum – depuis le 9 juin dernier.

### Evolution du nombre de nuitées hôtelières au premier trimestre 2021 par rapport à la moyenne des premiers trimestres 2018 et 2019 (en %)



Source : Insee

## Trafic aéroportuaire

### trafic passagers - 1<sup>er</sup> trimestre 2021 - glissement annuel

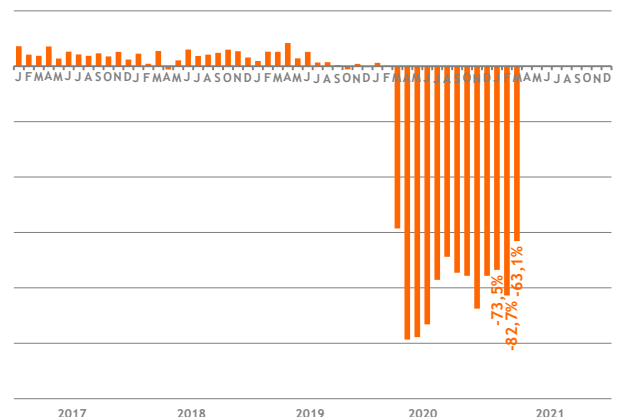
**- 75,1 %**

Après s'être trouvé quasiment à l'arrêt au deuxième trimestre 2020 sur fond de premier confinement national, le trafic passagers de Paris Aéroport est resté très limité depuis ; en moyenne sur l'ensemble du premier trimestre 2021, il s'est replié de 75,1 % par rapport au premier trimestre 2020, le nombre de passagers à Roissy et Orly ne s'étant élevé qu'à 4,7 millions de janvier à mars derniers contre 18,8 millions un an plus tôt et même 23,7 millions à la même période en 2019.

Les résultats déjà disponibles pour le printemps 2021 montrent que les restrictions de déplacement entre pays pèsent encore fortement sur le trafic passagers de Paris Aéroport : ainsi, il a certes augmenté en juin dernier par rapport à juin 2020 mais n'a représenté que 28,8 % du niveau de juin 2019.

### Trafic passagers de Paris Aéroport

(variation par rapport au même mois de l'année précédente)



Source : Paris Aéroport

## Industrie

### Activité toujours en retrait de ses niveaux d'avant-crise

Après avoir évolué poussivement au quatrième trimestre 2020, l'activité industrielle francilienne a bien résisté début 2021 à l'extension progressive des mesures sanitaires, avec, en particulier, la mise en place de restrictions renforcées dans la région à compter du 20 mars. Le niveau d'activité comparativement au niveau d'avant-crise plafonne à hauteur de 90,0 % ; le taux d'utilisation de l'outil de production est resté limité également, en se fixant à 74,4 % en mars contre une moyenne de long terme et un niveau national proches de 80,0 %. En effet, l'activité reste dégradée dans certains secteurs comme celui du bois, papier, imprimerie. L'industrie agroalimentaire qui tournait à un rythme bien supérieur aux autres secteurs industriels a tendance à s'affaiblir du fait du déficit de la demande des professionnels, collectivités, restaurateurs et traiteurs.

## Bâtiment et travaux publics

### Tensions sur les prix des matières premières

Comme au cours des trimestres précédents, l'activité du BTP est restée favorablement orientée en Ile-de-France au premier trimestre 2021 mais bâtiment et travaux publics n'évoluent toujours pas au même rythme. Ainsi, dans le bâtiment, le renforcement des mesures sanitaires dans la région n'a quasiment pas affecté les chantiers en cours et l'activité est restée soutenue. De fortes tensions sur les prix des matières premières, comme le bois ou les métaux, sont toutefois apparues ; par ailleurs, des inquiétudes subsistent concernant les permis de construire et les mises en chantier dont les volumes diminuent. Dans les travaux publics, l'activité est restée en retrait comparativement à la même période de 2020 ; en effet, la faiblesse des appels d'offres perdure et les reports de certains projets tirent les volumes de travaux vers le bas.

## Services marchands non financiers

### Évolutions contrastées suivant les secteurs

Au premier trimestre 2021, l'activité des services marchands franciliens s'est très légèrement raffermie en mars mais les évolutions ont été contrastées d'un secteur à l'autre ; le renforcement des mesures sanitaires mis en place le 20 mars dernier en Ile-de-France a plus fortement affecté les services à la personne, les services aux entreprises continuant de bénéficier pour la plupart des opportunités offertes par le télétravail. Sans surprise, l'hôtellerie-restauration est restée début 2021 le secteur le plus touché par les mesures sanitaires et a affiché des niveaux d'activité extrêmement dégradés, notamment dans l'hôtellerie. Les prévisions demeurent difficiles à établir pour les dirigeants dans un contexte sanitaire à nouveau très incertain.

Source : ces résultats sont issus de l'enquête de conjoncture menée par la Direction générale Ile-de-France de la Banque de France auprès d'un échantillon représentatif d'entreprises appartenant aux principaux secteurs de l'économie régionale.  
[www.banque-france.fr/statistiques/tendances-regionales/tendances-regionales-ile-de-france](http://www.banque-france.fr/statistiques/tendances-regionales/tendances-regionales-ile-de-france)

## Dossier du trimestre

### Foires et salons : une activité proche de zéro mais des perspectives de reprise

Aucun salon n'a eu l'autorisation de se tenir en présentiel dans les 21 principaux sites d'exposition et de congrès franciliens entre janvier et mi-juin 2021. Le 30 avril 2021, les pouvoirs publics ont précisé les modalités de reprise pour l'événementiel. Les salons ont de nouveau été autorisés à partir du 9 juin avec une jauge de 50 % de la capacité habituelle (plafond limité à 5 000 personnes). Un pass sanitaire est demandé pour les manifestations de plus de 1 000 personnes. Seulement six ont eu lieu lors de la seconde quinzaine de juin 2021. Avec si peu de manifestations enregistrées au cours du semestre, le média salon a évidemment connu une forte chute d'activité. Depuis le 30 juin, même si le pass sanitaire est toujours exigé pour les événements de plus de 1 000 participants, il n'y a plus de jauge ; cela est de bon augure pour les nombreux salons de la rentrée.

Le coût économique de la crise sanitaire, déjà important en 2020 pour le secteur, continue de grimper en 2021 :

- 154 salons « en physique » annulés (35 % de ceux qui se tiennent habituellement) ;
- 3,4 millions de visiteurs ne sont pas venus (42 % de la fréquentation annuelle) ;
- 39 300 entreprises n'ont pas pu exposer (37 % du nombre d'exposants annuels) ;
- 8,2 milliards d'euros de chiffre d'affaires non réalisés entre exposants et visiteurs (39 % du chiffre d'affaires annuel) ;
- 1,9 milliard d'euros de retombées économiques en moins pour le territoire (45 % des retombées économiques annuelles).

67 salons franciliens (Première Vision, Wine Paris & Vinexpo Paris, Salon international de la lingerie, Interfilère, Maison&Objet,

#### Évolution de l'indicateur d'activité des salons franciliens au 1<sup>er</sup> semestre 2021

Type de salon	Évolution du nombre d'exposants*	Évolution du nombre de visiteurs*
Ensemble des salons	- 95,3	- 97,7
Salons professionnels	- 95,0	- 95,3
Salons grand public	- 95,9	- 99,0

\* : l'activité des salons s'étant tenue au 1<sup>er</sup> semestre 2021 est comparée à celle des salons qui se sont tenus en 2019 pour les annuels ou biennaux et en 2018 pour les triennaux

Source : CCI Paris Ile-de-France

Autonomy, Paris Space Week, etc.) se sont tenus (ou se tiendront) en version 100 % digitale en 2021. Ces alternatives digitales permettent aux organisateurs de maintenir un contact avec leurs clients. Elles constituent également une opportunité de visibilité pour les exposants. Néanmoins, le salon digital génère infiniment moins de retombées économiques. En effet, les dépenses liées aux séjours des exposants et visiteurs sont nulles (transport, hôtels, restaurants, shopping, sorties culturelles...). Celles liées à l'organisation du salon sont, quant à elles, bien moindres dans la version digitale. Le format hybride (alliant présentiel et digital) semble être cependant un format en devenir.

#### Pour en savoir plus :

« Une activité proche de zéro mais des perspectives de reprise », indicateur d'activité des salons en Ile-de-France de la CCI Paris Ile-de-France, 1<sup>er</sup> semestre 2021 : <https://www.cci-paris-idf.fr/fr/prospective/indicateur-dactivite-salons-ile-de-france-2021>

#### Publication rédigée par Mickaël LE PRIOL

#### Pour en savoir plus :

Le Crocis publie également une note semestrielle de synthèse sur la situation de l'emploi et de la conjoncture économique en Ile-de-France ainsi que des tableaux de bord de la conjoncture des départements franciliens. Ces documents sont tous téléchargeables sur notre site [www.crocis.cci-paris-idf.fr](http://www.crocis.cci-paris-idf.fr) dans la rubrique « Conjoncture ».

Le Centre Régional d'Observation du Commerce de l'Industrie et des Services de la Chambre de commerce et d'industrie de Région Paris - Ile-de-France analyse les grandes mutations économiques de l'Ile-de-France et de ses territoires. Il rassemble et traite les principales données structurelles et conjoncturelles permettant d'identifier et d'analyser les évolutions économiques de l'Ile-de-France

**CROCIS de la CCI Paris Ile-de-France - 27 avenue de Friedland - 75382 PARIS cedex 08**  
tél. : +33 (0) 1 55 65 82 00 - fax : +33 (0) 1 55 65 82 62 - e-mail : [crocis@cci-paris-idf.fr](mailto:crocis@cci-paris-idf.fr)

Retrouvez toutes nos publications sur [www.crocis.cci-paris-idf.fr](http://www.crocis.cci-paris-idf.fr)  
Suivez nous sur Twitter [https://twitter.com/CROCIS\\_CCI\\_IDF](https://twitter.com/CROCIS_CCI_IDF)

Responsable : Isabelle SAVELLI  
Industrie - Démographie d'entreprises : Yves BURFIN  
Commerce - Enquêtes - Développement durable : Julien TUILLIER  
Conjoncture - Benchmark européen : Mickaël LE PRIOL  
Services : Bénédicte GUALBERT  
Veille économique : Marielle GUERARD, Charlotte BIZIEUX  
PAO - Multimédia : Nathalie PAGNOUX  
Administration - Secrétariat : Isabelle BURGOT-LAMBERT

Directeur de la publication : Stéphane FRATACCI  
Directeur de la rédaction : France MOROT-VIDELAINE  
Rédacteur en chef : Isabelle SAVELLI

Maquette et mise en page : Nathalie PAGNOUX

Crédit photo : ©Ph. Guignard - Air Images - CCI Paris Ile-de-France  
Reproduction autorisée à la condition expresse de mentionner la source

Dépot légal : Juillet 2021

ISSN : 1266-3255